

De Cancún à Genève : qui, des optimistes ou des pessimistes, avait raison?

Ailish Johnson et Dan Ciuriak*

Les 11 et 12 décembre 2003, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (maintenant scindé en deux ministères : Affaires étrangères Canada et Commerce international Canada) a réuni d'éminents spécialistes du commerce et de l'investissement internationaux pour une table ronde informelle sur les perspectives du Programme de Doha pour le développement au vu de la nouvelle donne créée par la Cinquième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, tenue à Cancún (Mexique) en septembre 2003. Cette table ronde avait pour objectifs un échange de points de vue sur les perspectives du présent cycle, compte tenu à la fois du programme de négociation et du contexte géopolitique et macroéconomique international, un examen des nouvelles questions susceptibles d'influer sur l'orientation des négociations et un recensement des domaines où le travail d'analyse pourrait faciliter de nouveaux progrès. Nous proposons ici un résumé thématique de ces discussions auxquelles l'effondrement des négociations à Cancún servait d'arrière-plan, ainsi qu'une postface où nous comparons les prévisions formulées par les spécialistes de la politique commerciale après Cancún et les résultats effectivement obtenus à Genève à la fin de juillet 2004. Comme la table ronde était régie par les règles de Chatham House, nous parlerons des idées sans mentionner leurs auteurs. Nous assumons l'entière responsabilité de l'interprétation que nous donnons ici de ces discussions.

* Ailish Johnson est analyste principale des politiques commerciales à Commerce international Canada et professeur agrégé à la Norman Paterson School of International Affairs de l'Université Carleton. Dan Ciuriak est conseiller économique principal, Politique économique et commerciale et Litiges commerciaux, à Commerce international Canada. Conformément à la règle habituelle, les opinions exprimées ici n'engagent que les auteurs et ne sont pas nécessairement celles de Commerce international Canada ou du gouvernement du Canada.